

# PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

> OPERATION DE COORDINATION SPS NIV 2 <

# PGC

## Salle des fêtes et café associatif

15 Rue de Saintonge

17810 PESSINES



DEKRA Industrial  
2 CHEMIN DES MARSAIS

17100 SAINTES

Tél. 05 56 13 43 56

Fax

Affaire n° : 54182760

### Coordonnateurs SPS

Conception FREDERIC VIMARD

Réalisation FREDERIC VIMARD

### Modifications et évolutions

Date	Indice	Modifications apportées
07/04/2025	A	Version initiale

Document établi conformément aux dispositions de la loi « Chantiers temporaires ou mobiles » n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et ses décrets d'application.

Version du 13 septembre 2016

## Sommaire

<b>Préambule.....</b>	<b>5</b>
<b>Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable.....</b>	<b>6</b>
Présentation du projet .....	6
• Description succincte du projet.....	6
• Situation géographique .....	6
• Description synthétique de l'environnement .....	6
• Phasage des travaux et calendrier prévisionnel.....	6
Intervenants concernés par l'opération .....	7
• Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS, ... ..	7
• Organismes institutionnels de la prévention .....	7
• Liste des lots et entreprises désignées par le maître d'ouvrage.....	8
<b>Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS.....</b>	<b>9</b>
Description de l'environnement et des servitudes.....	9
• Par rapport aux piétons .....	9
• Par rapport aux interdictions de survol .....	9
• Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier .....	9
Description de l'ouvrage à bâtir.....	9
Présence des matériaux ou matériels à risques particuliers.....	9
• Amiante.....	9
• Le Code de la Santé Publique (Art. R. 1334-19) impose aux propriétaires des immeubles bâtis dont le permis de construire a été délivré avant le 1er juillet 1997 de faire réaliser, préalablement à la démolition, un repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante. ....	9
• Plomb.....	9
Accès au chantier .....	10
• Véhicules et personnel.....	10
• Fléchage - Signalétique d'accès.....	10
• Affichage.....	10
• Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.....	10
Utilisation de moyens communs pendant toute la durée du chantier .....	11
• Infrastructures de chantier.....	11
• Moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges .....	11
Installations de chantier.....	11
• Plan d'installation de chantier.....	11
• Clôtures .....	12
• Affectation des installations de chantier.....	12
• Dimensionnement du cantonnement.....	12
• Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel.....	12
• Nettoyage et entretien du cantonnement.....	13
Autorisations administratives et démarches diverses .....	13



<b>Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent .....</b>	<b>14</b>
Voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales et verticales .....	14
• Généralités.....	14
• Circulations des piétons .....	14
• Circulations horizontales et verticales.....	14
Conditions de manutention des matériaux et matériels, utilisation des engins de levage .....	15
• Généralités.....	15
Approvisionnements, délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage des matériaux .....	15
• Approvisionnements.....	15
Conditions de stockage, d'élimination, d'évacuation des déchets et décombres .....	16
• Evacuation des déchets .....	16
Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux .....	16
• Matières et substances dangereuses .....	16
• Déchets, décombres, gravats présentant un risque particulier.....	16
Protections collectives .....	17
Travail en hauteur .....	17
Installation électrique de chantier .....	18
Mesures prises en matière d'interactions sur le site .....	18
<b>Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier .....</b>	<b>20</b>
Respect des contraintes du site .....	20
• Horaires et contraintes de livraisons.....	20
Exploitations et chantiers limitrophes ouverts ou prévus .....	20
<b>Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant.....</b>	<b>21</b>
Nettoyage du chantier .....	21
• Règles générales de nettoyage du chantier.....	21
Démarche environnementale, tri des déchets.....	21
• Objectifs.....	21
<b>Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière.....</b>	<b>22</b>
Organisation des secours.....	22
Sauveteurs Secouristes du Travail (SST) .....	22
Dispositions en cas de travail isolé .....	22
Risque incendie .....	23
<b>Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants.....</b>	<b>24</b>
Entreprises désignées par le maître d'ouvrage.....	24
Inspection commune .....	24
Etablissement d'un PPSPS .....	25
Diffusion des PPSPS.....	25
Observations du coordonnateur SPS.....	26
Harmonisation des PPSPS et leur mise à jour.....	26
Mise à jour du PGC .....	26



Sous-traitant .....	27
Travailleurs Indépendants .....	27
Travail dissimulé .....	27
Prêt de main d'oeuvre .....	28
Recensement des accidents du travail .....	28
<b>Annexe(s).....</b>	<b>29</b>
• - Liste des lots, entreprises désignées par le maître de l'ouvrage .....	29
• - Fiche numéros d'urgence .....	29
• - Fiche de rappel sur les installations de chantier .....	29



## Préambule

« Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC) est un document qui définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de **l'interférence des activités** des différents intervenants sur le chantier, ou la **succession de leurs activités** lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises »

Le PGC est établi par le coordonnateur SPS de l'opération désigné par le maître d'ouvrage, il constitue une pièce du DCE et est d'application à toutes les entreprises y compris sous-traitants et travailleurs indépendants. Il permet aux entreprises d'avoir connaissance de l'ensemble des mesures pour résoudre les problèmes liés aux interférences des activités qui concernent le chantier.

A partir du PGC, et après avoir réalisé préalablement une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS, les entreprises établissent leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).

Le PGC est complété et adapté en fonction de l'évolution de l'opération, de la durée effective des travaux, des contraintes successives liées à l'environnement du chantier et au déroulement d'opérations mitoyennes. Toute modification apportée à ce document sera portée à la connaissance des entreprises.

Un exemplaire du PGC à jour est tenu sur le chantier à disposition :

- des médecins du travail ;
- des membres des CHSCT, ou à défaut des délégués du personnel des entreprises qui interviennent sur le chantier ;
- des membres du CISSCT (opérations de 1<sup>ère</sup> catégorie) ;
- de l'Inspection du Travail, de la CARSAT/CRAM et de l'OPPBTB.

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une durée de 5 années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

### **Moyens et autorité du coordonnateur SPS donnés par le maître d'ouvrage**

Afin que soient mises en œuvre les mesures utiles à la prévention des risques, le maître d'ouvrage autorise le coordonnateur SPS à communiquer directement au maître d'œuvre et à tout autre intervenant sur le chantier ses observations ou notifications.

Dans ses interventions le coordonnateur SPS ne se substitue pas aux entreprises en ce qui concerne l'exécution des mesures de sécurité qui leur incombent.

Lorsque dans le cadre de sa mission, le coordonnateur SPS détecte un danger grave et imminent menaçant directement la sécurité des travailleurs, il est autorisé à demander aux intervenants de prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger et notamment d'arrêter tout ou partie du chantier. La notification des demandes est consignée sur le registre journal de la coordination SPS. Les reprises du chantier, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS et du maître d'œuvre, sont également consignées dans le registre journal de la coordination SPS.

Les entreprises (titulaires et sous-traitants) n'ayant pas effectué une visite d'inspection commune et n'ayant pas remis leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), ne seront pas autorisées à intervenir sur le chantier. Suivant les cas, le coordonnateur SPS avisera, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage afin qu'ils prennent les dispositions nécessaires.

« L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil » (article L. 4532-6 du code du travail).



# Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable

## PRESENTATION DU PROJET

### Description succincte du projet

Le projet concerne la création d'une salle des fêtes et d'un café associatif dans la commune de Pessines (17810).

### Situation géographique

Le bâtiment se situe 15 Rue de Saintonge, 17810 PESSINES



### Description synthétique de l'environnement

Les travaux se situent au cœur de la commune. Le bâtiment est voisin à la mairie, au terrain de foot et aux ateliers municipaux. De plus le chantier se déroule dans une zone résidentielle comptant de nombreux logements.

### Phasage des travaux et calendrier prévisionnel

- Durée des travaux : 9 mois avec une période de préparation d'un mois et les congés d'été prévus dans ce délai.
- Date de démarrage : 01/07/2025



## INTERVENANTS CONCERNES PAR L'OPERATION

### Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS, ...

Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
--------------	--------------	---------------------------

#### Maître d'ouvrage

COMMUNE DE PESSINES 15 Rue de Saintonge 17810 PESSINES	M PHILIPPE DELHOUME	+33 9 63 65 29 12 +33 5 46 93 68 05 philippedelhoume.mairepessines@gmail.com
--	---------------------	--

#### Maître d'œuvre

GRAVIERE ET FOULON ARCHITECTURE 1 Rue Rene Caillie 17100 SAINTES	MME Amandine BALLANGER	+33 5 46 93 62 19 +33 5 46 93 36 77 a.ballanger@graviere-foulon.fr
---	------------------------	--

#### Coordonnateur SPS

DEKRA Industrial ACT CSPS POITOU CHARENTES 2 CHEMIN DES MARSAIS 17100 SAINTES	Titulaire : C : FREDERIC VIMARD R : FREDERIC VIMARD Suppléant : C : R :	05 56 13 43 56  frederic.vimard@dekra.com
--	--	---

### Organismes institutionnels de la prévention

Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
--------------	--------------	---------------------------

#### DIRECCTE Unité territoriale de Charente Maritime

Inspection du travail Centre Administratif Chasseloup Laubat Avenue de la Porte Dauphine BP541 17021 LA ROCHELLE CEDEX	INSPECTION DU TRAVAIL	05 46 50 50 51 05 46 41 66 46 na-ut17.uc1@direccte.gouv.fr
---	-----------------------	--

#### CARSAT - LA ROCHELLE

Avenue Albert Einstein 17000 LA ROCHELLE	CRAMCO	05 46 50 67 28
---	--------	----------------

#### CRAMCO

Service Prévention 4, rue de la Reynie 87048 LIMOGES		05 55 45 39 04 05 55 77 40 64
--	--	----------------------------------

#### CRAM

CENTRE OUEST 4, rue de la Reynie 87048 LIMOGES CEDEX		05 55 45 39 00 05 55 77 40 64
--	--	----------------------------------

#### OPPBTP

4, rue Marcel Pagnol 87000 LIMOGES		05 55 37 51 29 05 55 38 48 14
---------------------------------------	--	----------------------------------



## Liste des lots et entreprises désignées par le maître d'ouvrage

Voir en annexe 1 du présent PGC la liste des lots et lorsqu'elles sont connues la liste des entreprises désignées par le maître de l'ouvrage.





# Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS

## DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SERVITUDES

### **Par rapport aux piétons**

Les travaux ont lieu dans un bâtiment inoccupé. Le chantier sera clos en permanence afin d'éviter toute intrusion de personnes étrangères au chantier. Il n'y aura pas de circulation piétonne sur le chantier autre que celle générée par ce dernier. Toutefois le chantier se déroulant sur le même trottoir que la mairie et l'accès au terrain de foot tout devra être mis en œuvre afin de sécuriser la circulation des riverains dans cette zone. Aux besoin prévoir une déviation piétonne qui devra être mise en place avant le démarrage des travaux.

### **Par rapport aux interdictions de survol**

Interdiction absolue de survol par tout type d'appareil de levage de tout espace hors zone de chantier clôturé.

### **Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier**

Les entreprises effectueront leur demande de DICT avant intervention, et respecteront les prescriptions des concessionnaires.

## DESCRIPTION DE L'OUVRAGE A BATIR

Réhabilitation d'un bâtiment communal

- Travaux de démolition partielle
- Travaux de gros œuvre
- Travaux de charpente, couverture et zinguerie
- Travaux de Menuiseries bois, aluminium
- Travaux de plâtrerie, plafonds, cloisons, isolation
- Travaux de peinture, carrelage, faïence.
- Travaux d'électricité, plomberie, sanitaires et VMC
- Travaux de serrurerie

## PRESENCE DES MATERIAUX OU MATERIELS A RISQUES PARTICULIERS

### **Amiante**

Le Code de la Santé Publique (Art. R. 1334-19) impose aux propriétaires des immeubles bâtis dont le permis de construire a été délivré avant le 1er juillet 1997 de faire réaliser, préalablement à la démolition, un repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante.

Le code du travail (Art. R. 4412-97 ) impose au donneur d'ordre, au maître d'ouvrage ou au propriétaire d'immeubles par nature ou par destination et dont le permis de construire est antérieur au 1er juillet 1997 un repérage avant travaux.

### **Plomb**

- Le maître d'ouvrage (MOA – et les autres donneurs d'ordre) a l'obligation a minima au titre de l'article L4531-1 du Code du travail, de participer à la mise en œuvre de la majeure partie des principes généraux de prévention prévus à l'article L4121-2 du Code du travail et, de facto, à l'évaluation des risques concernant son opération. En ce sens il convient de mettre en œuvre tout les repérages nécessaires permettant de préserver la santé des travailleurs.



## **ACCES AU CHANTIER**

### **Véhicules et personnel**

L'accès au chantier se fera par la Rue de Saintonge avec la mise en place systématique d'un homme trafic lors des manœuvres

Le stationnement des véhicules se fera au niveau des installations chantier ou les places de parking coté base vie.

L'espace étant limité sur l'emprise du chantier une concertation pourra être envisagée avec le maître d'ouvrage afin de pouvoir stationner sur les terrains municipaux à proximité.

Il ne pourra être envisager de stationnement sur le trottoir en face du chantier.

### **Fléchage - Signalétique d'accès**

L'accès au chantier se fera par la rue de Saintonge.

L'itinéraire d'accès et d'approche de chantier devra être fléché de façon précise afin d'éviter toute manœuvre et circulation inutile susceptible de détériorer les voiries existantes.

Une signalisation d'accès au chantier sera mise en place, chaque entrepreneur informera ses fournisseurs du parcours à suivre pour accéder au chantier et leur transmettra le plan d'accès.

Une signalisation d'entrée et sortie de chantier devra être également mise en place.

### **Affichage**

Affichage obligatoire : panneaux « PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE », « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC ».



Outre l'affichage du permis de construire suivant les dispositions de l'article A 421-7 du code de l'urbanisme, tout entrepreneur (entreprises titulaires des différents lots, sous traitants et travailleurs indépendants) travaillant sur le chantier doit avoir affiché son nom, sa raison ou sa dénomination sociale ainsi que son adresse. L'affichage est assuré sur un panneau dont les indications sont lisibles depuis la voie publique.

### **Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier**

Seules les personnes travaillant pour le maître d'ouvrage, les entrepreneurs titulaires d'un marché, les sous-traitants et les travailleurs indépendants nommément déclarés auprès du maître d'ouvrage, sont autorisés à accéder au chantier.

Les personnes n'intervenant pas directement sur le chantier (fournisseurs, locataires, agents commerciaux, concessionnaires, contrôleurs techniques...) devront être accompagnées par l'entreprise concernée par leur intervention.

L'entreprise concernée devra réaliser l'accueil de ces intervenants.



## **UTILISATION DE MOYENS COMMUNS PENDANT TOUTE LA DUREE DU CHANTIER**

Pendant toute la durée du chantier, il sera favorisé la mise en place des infrastructures du chantier communes (cantonnement, ensemble des installations réglementaires...), les moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges, ainsi que les protections collectives.

### **Infrastructures de chantier**

Pendant la phase de préparation seront définies les installations nécessaires et les titulaires de ces dernières. Cependant elles devront comprendre, à minima :

- Réalisation d'un raccordement au réseau de distribution d'eau potable, permettant l'alimentation du chantier, des cantonnements, ainsi qu'un compteur de chantier.
- Réalisation et maintenance d'un raccordement au réseau d'assainissement, permettant l'évacuation des divers points destinés au fonctionnement du chantier et des cantonnements.
- Mise en place, maintenance et repliement en fin de chantier de clôtures de chantiers composées d'éléments métalliques de type Héras sur plots béton et liaisonnés entre eux sans défaillance, de 2,00 m de hauteur. Les clôtures permettront de séparer les zones de travaux avec l'espace public, ainsi que les aires de stockage de matériaux et matériel, entreposage.
- Installation d'un portail 2 vantaux fermant à clé.
- Clôtures temporaires, autorisations, frais de voirie et toutes sujétions.
- Mise en place d'une signalétique conforme aux exigences du PGC: panneaux de chantier, de prévention sécurité et de circulation routière.
- Installation d'un comptage et d'une armoire électrique de chantier, ainsi que toutes demandes nécessaires auprès des concessionnaires.
- Mise en place et maintenance des protections collectives: garde-corps provisoires, balisage fouilles ... (suivant PGC)
- Mise en place de bennes à déchets;
- Constat d'huissier
- Toutes les demandes auprès des différents services techniques de la ville de Pessines pour pouvoir réaliser les ouvrages en limites de propriété en sécurité et sans amener de désordres aux ouvrages communaux.

### **Moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges**

Il faudra privilégier la mise en place une utilisation effective commune des moyens logistiques du chantier (mise en commun des moyens de manutention sur le chantier dont l'espace sera limité, manutention, circulation, échafaudages, levage, gestion des déchets...).

La nouvelle recommandation CNAMTS R 477, du 7 avril 2015, remplaçant la R 445 : Mécanisation du transport vertical des personnes et des charges sur les chantiers (construction, réhabilitation, entretien d'ouvrages), sera appliquée.

## **INSTALLATIONS DE CHANTIER**

Les travaux proprement dits ne pourront débuter qu'après l'installation des locaux de chantier et le raccordement aux différents réseaux. Ces dernières devront comprendre :

- Des sanitaires mixtes en cas de présence de personnel féminin
- Un réfectoire permettant la prise de repas et équipé de tables, chaises, d'un dispositif permettant de faire réchauffer les repas et, éventuellement, d'un réfrigérateur.
- Un bureau permettant les réunions. Si, par manque de place, la mise en place de ce dernier n'est pas possible le réfectoire pourra être utilisé.

### **Plan d'installation de chantier**

Le plan d'installation de chantier précisera :

- L'emplacement du cantonnement de chantier (bureaux, magasins, vestiaires, réfectoires, sanitaires).
- Les lieux d'approvisionnement, de stockage des matériaux et du matériel.
- La zone de stationnement des véhicules
- Les cheminements engins / piétons



- L'emprise des clôtures / palissades chantier
- L'emplacement et le cheminement des installations provisoires : électricité, eau, téléphone, circulations, eaux usées, eaux pluviales.
- La position de la (ou des) grue(s) avec le rayon de giration de flèche.

## Clôtures

La responsabilité du fait de la chose suivant l'article 1384 du code civil est engagée en l'absence de clôture. Le chantier sera donc totalement clos à l'aide d'une clôture d'au moins 2,00 m de hauteur, son franchissement par des tiers non autorisés supposant une volonté d'effraction.

L'entreprise réalisant la clôture aura à sa charge le portail avec système de fermeture ainsi que l'entretien ou le déplacement éventuel dans le cadre de modification de l'emprise de la zone des travaux.

Elle assurera chaque jour l'ouverture et la fermeture de l'accès chantier.

## Affectation des installations de chantier

Les installations de chantier seront réalisées suivant le détail du tableau ci-après :

<i>Nature de l'installation</i>	<i>Réalisée par</i>	<i>A charge</i>
Clôtures, portails avec signalisation de sécurité du chantier	A définir	A définir
Sanitaires <b>mixtes</b> (lavabos, eau pour se laver, moyens de nettoyage, séchage ou essuyage), cabinets d'aisance (W-C, urinoirs), douches	A définir	A définir
Salle de réunion commune pour les réunions de chantier	A définir	A définir
Vestiaires, réfectoires pour tous les lots jusqu'à la fin des travaux	A définir	A définir
Coffrets électriques de chantier intérieur bâtiment	Lot Electricité	A définir
Bennes à déchets	A définir	A définir

## Dimensionnement du cantonnement

Le cantonnement sera dimensionné en fonction de l'effectif de pointe du chantier.

Les effectifs seront précisés au cours de la période de préparation, en fonction du nombre d'heures affecté au chantier par chaque entreprise et en fonction du calendrier d'exécution des travaux.

## Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel

Des extincteurs portatifs dûment contrôlés, adaptés aux locaux et aux risques seront prévus dans les locaux réservés au personnel.

## Nettoyage et entretien du cantonnement

Le nettoyage quotidien et l'entretien du cantonnement seront réalisés par les entreprises concernées par le tableau suivant :

<i>Nature de l'intervention</i>	<i>Réalisée par</i>	<i>A charge</i>
<b>Nettoyage quotidien</b> des locaux communs et des installations communes d'hygiène	A définir	Débit du compte prorata
Fourniture de consommables (savons, essuie-mains, papiers toilette)	A définir	Débit du compte prorata

## AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES ET DEMARCHES DIVERSES

Les autorisations administratives et démarches diverses seront réalisées par les entreprises concernées de la colonne de droite du tableau suivant :

<i>Démarches administratives</i>	<i>Services concernés</i>	<i>Réalisées par :</i>
D.I.C.T. sur les réseaux des concessionnaires	Ensemble des concessionnaires	Toutes les entreprises concernées par des travaux effectués au voisinage des ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques
Envoi du PPSPS du lot principal	- Inspection du Travail/DIRECTE - CARSAT/CRAM - OPPBTP	A définir
Autorisation de voirie pour travaux sur la voie publique	Services techniques de la ville de Pessines	Chaque lot concerné pour la durée du chantier
Autorisation administrative diverse	Service local	Lot concerné



# Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent

## VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES ET VERTICALES

### Généralités

Les zones de circulation menant aux bâtiments devront être maintenues dégagées de tous matériaux et matériels.  
L'accès au chantier des véhicules particuliers est interdit en dehors des zones parking réservées à cet effet.

### Circulations des piétons

Les circulations piétonnes dans le bâtiment seront conservées propres et dégagées de tous matériaux et matériels.

### Circulations horizontales et verticales

Les escaliers définitifs seront posés au fur et à mesure de l'exécution des planchers afin de limiter le recours aux échelles. Le lot GO mettra en place des escaliers provisoires jusqu'à la pose des escaliers définitifs.

Organisation concernée	Mesures de Coordination	Lot concerné
Plan de circulation piétons et véhicules	Un plan de circulation adapté aux différentes configurations du chantier sera établi lors de la phase préparation du chantier.	A définir
Aménagements des entrées dans les bâtiments	Les accès au niveau des entrées des bâtiments seront aménagés de manière à : <ul style="list-style-type: none"><li>- protéger les ouvriers contre tout risque de chute d'objet au droit de la façade. Le coordonnateur SPS demande qu'il soit mis en place une galerie protégée si l'accès est trop proche d'une cage d'escalier ou sous les façades en rénovation ;</li><li>- permettre l'évolution des chariots et transpalettes, les éventuels dénivelés seront compensés par mise en place de rampe permettant l'utilisation de ce type de matériel.</li></ul>	Lot GO
Aménagements des accès pour les engins et le personnel	Durant les périodes de gel et de pluie, l'entreprise prendra toutes les dispositions pour limiter les risques de chutes et de glissades sur l'ensemble des accès.	Lot GO
Aménagements des rampes d'accès	Les rampes seront réalisées en matériaux stables, et pour éviter leur détérioration par d'autres corps d'état (réseaux), des fourreaux seront positionnés en attente.	Lot GO
Maintien en place de la continuité des protections collectives au niveau des circulations horizontales et verticales	Obligation d'assurer la continuité des protections collectives : <ul style="list-style-type: none"><li>- Protection provisoire fixée en retrait sur l'embranchement ou sur palier ;</li><li>- Protection définitive fixée sur le limon.</li></ul>	Lot GO



## **CONDITIONS DE MANUTENTION DES MATERIAUX ET MATERIELS, UTILISATION DES ENGINS DE LEVAGE**

### **Généralités**

Les entreprises tiendront compte dans leur installation de grue ou engins de levage, des dispositions réglementaires et des recommandations de la CNAMTS.

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Utilisation d'un appareil de levage en commun	En phase préparation de chantier, il sera étudié les conditions d'utilisation commune d'un appareil de levage et arrêté une convention inter entreprises.	Les entreprises concernées par des manutentions
Introduction et installation d'un appareil de levage et de manutention	Chaque entreprise devra prévoir des appareils adaptés à son intervention. Toute utilisation d'un dispositif ou engin de levage envisagé devra être abordé au cours de la visite d'inspection commune et, les moyens nécessaires à la mécanisation des manutentions seront définis dans le PPSPS de l'entreprise.	Les entreprises concernées
Interférence des appareils de levage	Le planning des travaux sera organisé afin d'éviter les interférences entre appareils de levage. En cas d'impossibilité un dispositif de gestion des interférences et des zones interdites sera mis en place. Il est interdit à toute entreprise intervenante d'introduire un appareil de levage sans étude préalable des interférences.	Les entreprises concernées

## **APPROVISIONNEMENTS, DELIMITATION ET AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES MATERIAUX**

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Besoins en surface de stockage et surface de magasins	Les entreprises devront formuler leurs besoins au cours de la phase préparation du chantier.	Tout corps d'état
Dispositions pour les approvisionnements du matériel et des matériaux sur le chantier	Les fournisseurs seront informés sur les personnes à contacter sur le chantier et sur les modalités pour accéder au chantier.  L'entreprise concernée devra prendre en charge le fournisseur à son arrivée à l'entrée du chantier et effectuer un contrôle du matériel et matériaux livrés.	Tout corps d'état

### **Approvisionnement**

Les matériels et matériaux devront être distribués sur les postes de travail au fur et à mesure des approvisionnements.





## **CONDITIONS DE STOCKAGE, D'ELIMINATION, D'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES**

Le jet de tous matériaux par les trémies ou les ouvertures est strictement interdit.

### **Evacuation des déchets**

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Bennes à déchets pour les gravats et décombres de démolitions d'ouvrages existants	L'entrepreneur aura à sa charge la mise en place de bennes permettant d'évacuer l'ensemble des gravats et décombres générés par son lot.  Ces bennes seront totalement indépendantes des bennes gérées par le compte prorata.	Lot GO
Bennes à déchets	L'entrepreneur du lot GO mettra à disposition de l'ensemble des entreprises des bennes en quantité suffisante, et assurera l'évacuation des déchets de chantier en décharge publique pendant toute la durée du chantier : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Benne pour les déchets inertes (DI), destinés aux centres de classe 3 (béton, verre, carrelage, ciment...) ;</li> <li>- Benne pour les emballages et recyclables destinés à être valorisés ;</li> <li>- Benne pour les déchets industriels banals (DIB), destinés aux centre de classe 2 (PVC, isolants, métaux, bois, moquette...).</li> <li>- Benne pour les déchets industriels spéciaux (DIS), destinés aux centre de classe 1 (peintures, solvants, bois traité, ....)</li> <li>- Benne pour les déchets ménagers</li> </ul>	Lot GO
Nettoyage quotidien des zones de travail	Chaque entreprise est chargée quotidiennement d'assurer le nettoyage de ses zones de travail et d'acheminer ses déchets jusqu'aux bennes.	Tout corps d'état
En cas de manquement d'une entreprise pour le nettoyage de ses zones de travail	Le Maître d'œuvre ou le coordonnateur SPS pourra demander à l'entrepreneur du lot principal de procéder au nettoyage aux frais de l'entreprise défaillante ou à défaut au débit du compte prorata.	Tout corps d'état

## **CONDITIONS D'ENLEVEMENT DES MATERIAUX DANGEREUX**

### **Matières et substances dangereuses**

Le traitement de ces déchets industriels dangereux est à la charge des entreprises qui les produisent (bois traités, pinceaux souillés, peinture...). Ils sont destinés aux centres d'enfouissement technique (CET) 1, installations de stockage de déchets dangereux (ISDD).

Ces produits ne devront pas être mélangés aux gravats ordinaires mais évacués par une filière spécifique.

Tout entrepreneur informera préalablement à l'utilisation de telles substances le coordonnateur SPS. Cette information se fera au cours de la visite d'inspection commune et l'entreprise concernée en fera état dans son PPSPS.

Chaque entreprise concernée établira un bordereau de suivi des déchets industriels spéciaux et assurera l'évacuation des produits suivant les indications du fabricant.

### **Déchets, décombres, gravats présentant un risque particulier**

Les déchets, décombres et gravats présentant des risques particuliers (amiante, plomb...) seront évacués suivant les cas vers une filière d'élimination CET 1, installations de stockage de déchets dangereux (ISDD) avec bordereau de suivi des déchets.

Le traitement des déchets susceptibles de libérer des fibres d'amiante sera réalisé dans les conditions des articles R. 4412-121 à 124 du code du travail.

Les déchets d'amiante devront être évacués vers une filière d'élimination CET 1, installations de stockage de déchets dangereux (ISDD) ou vitrification avec bordereau de suivi des déchets amiantés (BSDA).



Pour les déchets d'amiante liés à des matériaux inertes et ayant conservé leur intégrité relevant du Catalogue européen des déchets (CED) sous le code 17-05-03\* du CED, il est aussi accordé une possibilité de les évacuer vers une filière d'élimination CET 2, installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND).

## **PROTECTIONS COLLECTIVES**

Les protections collectives seront adaptées de telle sorte qu'elles ne soient pas démontées pour la mise en place des éléments définitifs. Ce principe concerne les ouvertures en façade, en plancher ou sur les escaliers et cage d'ascenseur (ex : pour les ouvertures en façade et si l'allège n'est pas à la hauteur réglementaire la lisse reconstituant la protection sera placée à l'extérieur ou en tableau).

Pour les réservations, l'entrepreneur du lot GO devra mettre en place un dispositif d'obturation arasant le plancher (platelage).

L'ensemble des trémies et réservations dont une dimension est supérieure à 0,80 m devra être protégé au moyen de garde corps complets (main courante hauteur comprise entre 1,00 m et 1,10 m, lisse intermédiaire à mi-hauteur et plinthe de butée de 10 à 15 cm) ou d'un platelage résistant à une charge de 150 kg minimum et équipé d'une trappe d'accès rabattable.

Les boîtes de raccordement de chauffage ou d'électricité noyées dans les planchers seront protégées par un platelage sur lequel on puisse marcher.

Dès que possible, les réservations seront bouchées et les protections définitives mises en place.

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Mise en place, entretien et maintenance des protections collectives à l'intérieur du bâtiment et ses abords	Les protections collectives seront étudiées avec les entreprises, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS en recherchant une utilisation commune avec les corps d'état concernés.	Lot GO
Travaux de couverture mise en place de protections collectives type garde corps sur consoles	Les protections collectives seront conservées jusqu'à l'achèvement des travaux des autres corps d'état intervenant sur la toiture (ex : antennes, ventilations).	Lot Couverture
Maintien des protections collectives sur les ouvertures extérieures et les cages d'escaliers	Le lot démolition mettra en place des protections collectives sur toutes les zones à risques de chute résultant de la démolition. Ces protections seront maintenues en place par le lot GO lors de la phase 2 jusqu'à pose des éléments définitifs. En phase 2 le lot GO aura à charge la mise en place des protections collectives sur les ouvertures créées.	Lot GO
Dans le cas où une entreprise doit déplacer les protections collectives pour les besoins de ses travaux, elle devra la remplacer pendant ses interventions par un dispositif assurant une protection équivalente	Chaque entreprise à l'issue de ses interventions devra rétablir une protection collective de degré au moins équivalent à celle mise en place initialement.	Tout corps d'état
Dans le cas de manquement à ses obligations par une entreprise intervenante	La maîtrise d'œuvre ou le coordonnateur SPS pourront demander de réaliser les travaux de mise en sécurité au compte de l'entreprise défaillante.	Lot GO

## **TRAVAIL EN HAUTEUR**

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Utilisation partagée d'un échafaudage	Chaque entreprise devra avoir son propre matériel, et dans le cas d'une utilisation partagée d'un échafaudage, l'entreprise utilisatrice devra réceptionner les installations avant utilisation en tenant compte des conditions dans lesquelles il l'utilise effectivement.  Une convention de prêt entre les entreprises concernées sera établie.	Tout corps d'état



## **INSTALLATION ELECTRIQUE DE CHANTIER**

L'entrepreneur du lot Electricité assurera le branchement depuis le réseau public et la pose du tableau général du chantier.

Depuis ce tableau seront réalisés par le lot Electricité y compris la longueur du câblage.

- l'alimentation électrique de l'ensemble des locaux de cantonnements y compris à chaque étage du bâtiment des deux côtés de la cage d'escalier.
- l'installation nécessaire à l'alimentation électrique des différents matériels (grue, bétonnière...) ;
- l'installation d'éclairage des circulations.

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Installation de distribution électrique intérieure	Depuis l'armoire générale, il devra être prévu, en nombre suffisant, des départs permettant l'alimentation des différents postes de travail à l'intérieur du bâtiment.  L'implantation des armoires de distribution devra permettre, en tout point du bâtiment, une utilisation de prolongateurs de longueur inférieure à 25 m.	Lot Electricité
Prolongateurs et appareils utilisés par les entreprises	- Chaque entreprise est responsable des prolongateurs et appareils au-delà de leur raccordement aux armoires de chantier	Tout corps d'état
Installation d'éclairage de chantier	Seront éclairés les parties du chantier à usage commun : - les cheminements et circulations extérieurs ; - les escaliers et circulations intérieures.	Lot Electricité
	L'éclairage des postes de travail est à la charge de chaque entreprise.	Tout corps d'état
Installations particulières aux enceintes très conductrices	Les entreprises appelées à intervenir dans les enceintes très conductrices feront installer un éclairage TBTS ainsi qu'un transformateur de sécurité à séparation de circuit.	Tout corps d'état
Contrôle des installations électriques de chantier	Conformément à l'article R4226-14 du Code du Travail et à l'Arrêté du 26 décembre 2011.  Les installations devront faire l'objet d'une vérification confiée à un organisme de contrôle agréé. La périodicité du contrôle est annuelle.  Un exemplaire du rapport de conformité devra être tenu à disposition sur le chantier.	Lot titulaire de la mise en place

## **MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE**

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Travaux superposés	Phasage des travaux à réaliser de manière à éviter les superpositions et juxtapositions de tâches.  Afin d'éliminer les risques de superposition, l'ensemble des aires situées sous les postes de travail en élévation (échafaudage, nacelles...) sera interdit d'accès au moyen d'un dispositif physique.	Tout corps d'état
Protection liée à la protection de tâches d'un lot	Qu'elle qu'en soit l'origine, le titulaire du lot mettra en place les mesures nécessaires (filets, platelages...) et en assurera l'entretien et le démontage.	Lot concerné



<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Protection liée à la protection de tâches de plusieurs lots	Si l'origine est la configuration des locaux le ou les lots réalisant les travaux les plus en hauteur mettront en place les protections nécessaires.	Lot concerné
	Si l'origine est un retard, le titulaire du lot en retard mettra en place les protections nécessaires à la sécurité des autres lots.	Lot concerné
	Dans les deux cas, la fourniture, la mise en œuvre, l'entretien et le nettoyage avant démontage sont à la charge du lot utilisateur.	Lot concerné
Travaux de façade	Afin de permettre la mise en place d'un échafaudage permettant les travaux de façade, l'entrepreneur du lot GO, préalablement à l'intervention des entreprises réalisant ces travaux, devra assurer le nivellement et les compactages des abords de façades sur toute la périphérie du bâtiment, où la nature du terrain le nécessite.	Lot GO
Travaux polluants, générateurs de bruits, vapeurs dangereuses ou de poussières	<p>Ces travaux seront dans la mesure du possible, réalisés dans les zones isolées.</p> <p>En cas d'impossibilité, il appartiendra à l'entreprise génératrice de ces nuisances de mettre en œuvre des moyens nécessaires à la mise en sécurité de ses employés et des autres intervenants. A cet effet, l'utilisation des dispositifs de protections collectives sera privilégiée plutôt que le recours aux protections individuelles.</p> <p>L'entreprise concernée devra également envisager la réalisation de ces travaux en horaire décalé, en dehors des horaires normaux de chantier.</p> <p>Dans cette optique, l'utilisation d'engins à moteurs thermiques sera à proscrire dans les locaux confinés, insuffisamment aérés, au profit de l'utilisation de matériel à moteur électrique.</p>	Lot concerné

# **Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier**

## **RESPECT DES CONTRAINTES DU SITE**

Les travaux seront exécutés à proximité de la Mairie, du terrain de foot, de lieux habités et fréquentés nécessitant que toutes mesures soient prises afin de préserver l'environnement. Chaque entrepreneur, sous couvert du maître d'œuvre, devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire à leur minimum possible les gênes imposées aux usagers et aux riverains, notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit, les fumées, les poussières, etc.

Le public aura la priorité au voisinage des accès (sortie et entrée) du chantier.

## **Horaires et contraintes de livraisons**

Les horaires de livraison du chantier par les fournisseurs se feront dans les mêmes créneaux horaires que les horaires de chantier. La gestion de l'accès des fournisseurs se fera par des consignes dans un document accueil du fournisseur établi en annexe du PPSPS de l'entreprise d'accueil.

## **EXPLOITATIONS ET CHANTIERS LIMITROPHES OUVERTS OU PREVUS**

Une concertation des maîtres d'ouvrage sera nécessaire pour régler d'éventuelles interférences au niveau des appareils de levage si d'autres chantiers venaient à démarrer à proximité immédiate du site.

# Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant

## NETTOYAGE DU CHANTIER

### Règles générales de nettoyage du chantier

- Des bennes à déchets seront installées sur le chantier pour l'ensemble des travaux tels que définis au **paragraphe conditions de stockage, d'élimination, d'évacuation des déchets et décombres** du présent PGC.
- Chaque entreprise devra nettoyer et évacuer ses gravats quotidiennement jusqu'à la benne mise à disposition. Les déversements par les ouvertures, ainsi que tous les types de stockage « sauvage » sont proscrits du site.

## DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE, TRI DES DECHETS

### Objectifs

L'objectif environnemental pour cette opération est de : « **Limiter les impacts environnementaux dus aux chantiers** »

Outre les opérations relatives au tri des déchets, telles que définies, l'objectif ne sera atteint que si un choix judicieux des produits mis en œuvre est effectué au début du projet.

L'utilisation de matériaux offrant une réelle aptitude au recyclage et le moins polluant possible sont à privilégier dans les dispositions constructives.

D'autre part, l'élaboration d'un **Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets** (S.O.G.E.D.) par chaque entreprise permettra de gérer méthodiquement les déchets, de la production jusqu'à l'élimination.

### Trame d'élaboration d'un S.O.G.E.D. :

- Engagement de l'entreprise pour limiter les impacts environnementaux
- Obligation de désigner un responsable environnemental par entreprise
- Moyens mis en œuvre pour limiter la production de déchets sur le chantier
- Définition préliminaire du niveau de tri sur et hors site (DI – DIB – DIS autres)
- Quantités approximatives prévisionnelles de production de déchets
- Contenants mis à disposition et rotations d'évacuation prévues
- Centres de stockage, de regroupement, ou de recyclage vers lesquels seront acheminés les déchets
- Moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en place pendant les travaux
- Moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets



# Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière

## ORGANISATION DES SECOURS

L'objectif sera d'organiser les premiers secours sur le chantier rapidement avant l'arrivée des secours extérieurs.

Ainsi, chaque entreprise intervenante devra prévoir une trousse de premiers secours sur le chantier.

Elle pourra être détenue dans le véhicule de chantier.

Lors d'un accident grave, le déplacement de la victime ne peut être envisagé, la consigne générale en cas d'accident sera la suivante :

**Appeler : POMPIERS : tél. 18 ou SAMU : tél. 15 ou à partir d'un téléphone portable composez le 112**

en donnant les informations suivantes :

1. ICI CHANTIER, 15 Rue de Saintonge, commune de Pessines.
2. PRÉCISER LA NATURE DE L'ACCIDENT
3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ÉTAT
4. DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE
5. FIXER UN POINT DE RENDEZ-VOUS, envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours ;
6. NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER, faites répéter le message

Les voies de circulation devront toujours être dégagées pour faciliter le déplacement des véhicules de secours. « L'accueil » des secours médicaux spécialisés devra être réalisé dès l'entrée du chantier afin de faciliter le déroulement de l'opération.

L'appel des secours pourra être envisagé à partir du téléphone du chantier, l'affichette OPPBTP, « EN CAS D'ACCIDENT » dûment complétée sera apposée à proximité du combiné pour faciliter les instructions données par téléphone.

## SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL (SST)

Chaque entreprise, conformément à l'article R. 4224-15 du code du travail, devra dans ses équipes de travail, disposer de salariés sauveteurs secouristes du travail (SST) formés et recyclés depuis moins d'un an (1 pour 20).

Il y aura sur le chantier en permanence au moins un secouriste du travail.

Dans le cas contraire, des sauveteurs secouristes du travail devront être formés.

Chaque sauveteur devra clairement être identifié par un autocollant apposé sur le casque ou par un badge spécial.

## DISPOSITIONS EN CAS DE TRAVAIL ISOLE

Lors d'opérations ou travaux dangereux, nécessitant une surveillance :

- Utilisation des équipements de travail servant au levage de charges ;
- travaux temporaires en hauteur sous EPI ;
- travaux en galerie souterraine ou au fond d'un puits ;
- emploi des explosifs ;
- travaux sous tension ;
- travaux en milieu hyperbare ;
- ascenseurs, monte-charge ;

L'intervention ne devra jamais être effectuée par une personne seule, afin de pouvoir déclencher les secours dans un temps compatible avec la préservation de sa santé.





## **RISQUE INCENDIE**

Si les entreprises décident d'utiliser des produits présentant un risque incendie (définis dans le PPSPS), le coordonnateur SPS désignera les zones de stockage particulières.

Les locaux suivants devront être équipés d'un extincteur portatif :

- locaux de stockage ;
- vestiaires ;
- réfectoire.

Le matériel fera l'objet d'une vérification annuelle.

Les travaux suivants devront être réalisés avec des extincteurs à proximité :

- travaux de soudage ;
- utilisation de produits inflammables (peintures...).

**Le numéro d'appel des SAPEURS POMPIERS est le 18.**

Il relève de la responsabilité de chaque chef d'entreprise de former ses salariés à l'utilisation des extincteurs.

# Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants

Suivant article R. 4532-6 du code du travail :

Afin notamment d'assurer au coordonnateur SPS l'autorité et les moyens nécessaires au bon déroulement de sa mission, le maître d'ouvrage prévoit, dès les études d'avant-projet de l'ouvrage, la coopération entre les différents intervenants dans l'acte de construire et le coordonnateur SPS.

Les modalités pratiques de cette coopération font l'objet d'un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants.

## ENTREPRISES DESIGNÉES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>Les principales obligations des entreprises désignées par le maître d'ouvrage :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Respecter et appliquer les principes généraux de prévention phase préparation de chantier, pendant les travaux et les levées de réserves ;</li> <li>- Rédiger et tenir à jour les PPSPS, les transmettre aux organismes de prévention inspection du travail, CARSAT/CRAM et OPPBTP (pour le lot gros oeuvre ou lot principal ou lots présentant des risques particuliers), au coordonnateur SPS ou au maître d'ouvrage et les conserver pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage ;</li> <li>- Participer et laisser participer les salariés au CISSCT pour les opérations de 1ère catégorie.</li> <li>- Respecter les obligations résultant du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;</li> <li>- Viser le Registre Journal et lever les observations ou répondre aux notifications du coordonnateur SPS ;</li> <li>- Fournir l'ensemble des documents nécessaires à la finalisation du D.I.U.O. avant la réception des travaux ;</li> <li>- Participer à toutes réunions organisées par le coordonnateur SPS ;</li> <li>- Déclarer et faire agréer son sous-traitant par le maître de l'ouvrage afin d'établir un contrat de sous-traitance conformément à la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.</li> </ul>	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> <li>- art. L. 4121-1 à L. 4121-5, L. 4531-1, L. 4531-2 et L. 4534-1</li> <li>- art. L.4532-9 et R. 4532-57 à 76</li> <li>- art. L. 4532-10 à L. 4532-15 et 4532-80 à 94</li> <li>- art. L.4531-1 à L. 4531-18</li> <li>- art. R. 4532-38</li> <li>- art. R. 4532-95</li> </ul>

## INSPECTION COMMUNE

Toute entreprise titulaire ou sous-traitante, quel que soit son rang, préalablement à l'élaboration de son PPSPS ou PPSPS simplifié et à son intervention sur le chantier doit procéder à une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>La demande d'inspection commune est effectuée par l'entreprise désignée par le maître de l'ouvrage avant toute intervention sur le chantier et avant élaboration du PPSPS.</p> <p><b>L'entreprise demandera au coordonnateur SPS un rendez-vous pour l'inspection commune au plus tard deux semaines avant son intervention sur le site.</b></p> <p><b>Le coordonnateur SPS confirmera en retour la date de l'inspection commune prise d'un commun accord.</b></p> <p>Au cours de cette inspection commune sont en particuliers précisés, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à</p>	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage avec le coordonnateur SPS	En application de l'article R. 4532-13



<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>exécuter :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les consignes à observer et à transmettre ;</li> <li>- les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération.</li> </ul> <p>Cette inspection commune est réalisée obligatoirement avant remise du PPSPS.</p>		

## **ETABLISSEMENT D'UN PPSPS**

*Les entreprises désignées par le maître de l'ouvrage doivent rédiger un Plan Particulier de Sécurité pour la Protection de la Santé (PPSPS), avant toute intervention sur le chantier.*

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>L'entreprise établit le PPSPS, préalablement aux travaux, dans un délai d'au moins 30 jours à compter de la réception du contrat signé par le Maître d'Ouvrage pour les lots principaux ou pour les marchés de travaux entrant en totalité ou partiellement dans la liste des travaux à risques particuliers, 8 jours pour les autres lots.</p> <p>L'établissement du PPSPS est précédé obligatoirement par une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.</p> <p>L'objet réel du PPSPS ou du PPSPS simplifié est de réaliser une analyse de risques générés par l'activité réelle de travail :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des autres entreprises, du chantier et de son environnement ;</li> <li>- de l'entreprise sur les autres intervenants ;</li> <li>- de l'entreprise sur ses propres salariés.</li> </ul>	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage	En application des articles L. 4532-8 et L. 4532-9

## **DIFFUSION DES PPSPS**

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>La diffusion du PPSPS est la suivante :</p> <p>⇒ 1 exemplaire est adressé pour avis au Coordonnateur SPS :</p> <p><b>DEKRA Industrial</b> ACT CSPS POITOU CHARENTES 2 CHEMIN DES MARSAIS 17100 SAINTES</p> <p>Après avis, un exemplaire devra être remis au coordonnateur SPS :</p> <p>⇒ 1 exemplaire au maître d'ouvrage ;</p> <p>⇒ 1 exemplaire doit être tenu en permanence à jour sur le chantier pour consultation par l'inspection du travail, la CARSAT/CRAM, l'OPPBTP, la médecine du travail, les membres du CISSCT pour les opérations de 1<sup>ère</sup> catégorie, CHSCT ou les délégués du personnel.</p> <p>⇒ 1 exemplaire est adressé, avant toute intervention sur le chantier, à l'inspection du travail, au service prévention de la CARSAT / CRAM et à l'OPPBTP :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• pour les entreprises chargées du gros œuvre ou du lot principal ;</li> <li>• pour l'entreprise appelée à exécuter des travaux présentant des risques particuliers suivant la liste fixée à l'arrêté du 25 février 2003.</li> </ul>	Toutes les entreprises désignées par le maître d'ouvrage, y compris les sous-traitants quel que soit leur rang	En application des articles R. 4532-70 et R. 4532-71



## **OBSERVATIONS DU COORDONNATEUR SPS**

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>Le coordonnateur SPS accuse réception du PPSPS sur le registre journal de la coordination SPS.</p> <p>Il note également sur le registre journal les observations éventuelles concernant le PPSPS, et diffuse une copie de ces observations aux entreprises concernées.</p> <p>Le Maître d'Oeuvre peut pour sa part, accuser réception des PPSPS et noter ses observations sur les comptes rendus de réunion de chantier.</p>	<p>Coordonnateur SPS</p> <p>Maître d'Oeuvre</p>	Articles R. 4532-13

## **HARMONISATION DES PPSPS ET LEUR MISE A JOUR**

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>Le Coordonnateur SPS établit les observations sur les PPSPS faisant ressortir les points pour lesquels une harmonisation est nécessaire.</p> <p>Il consigne par écrit les conclusions de ces observations sur le registre journal de la coordination SPS, et en diffuse copie au maître d'oeuvre et aux entreprises concernées.</p> <p>Ces entreprises devront alors mettre à jour leur PPSPS en conséquence, et diffuser cette mise à jour.</p>	Coordonnateur SPS	En application de l'article R. 4532-48

## **MISE A JOUR DU PGC**

*Le coordonnateur SPS complète et adapte le PGC ou en fonction de l'évolution du chantier*

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>Le plan général de coordination est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail.</p> <p>A partir de l'harmonisation des PPSPS, le coordonnateur SPS, en accord avec le maître d'oeuvre, juge de la nécessité de mettre à jour le Plan Général de Coordination SPS.</p> <p>S'il y a lieu, cette mise à jour sera effectuée par le coordonnateur SPS, et diffusée aux intervenants du chantier.</p> <p>Cette mise à jour sera enregistrée sur le registre journal de la coordination.</p> <p>La mise à jour du PGC, est présentée aux intervenants et commentée lors des réunions de coordination SPS, ainsi qu'à l'occasion des réunions du CISSCT (opérations de 1<sup>ère</sup> catégorie).</p>	Coordonnateur SPS	Articles R. 4532-47 et 48



## **SOUS-TRAITANT**

*Le sous-traitant, quel que soit son rang, a les mêmes obligations que l'entrepreneur titulaire : visite d'inspection commune et établissement du PPSPS avant toute intervention sur le chantier.*

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
L'entreprise titulaire du marché à l'obligation de remettre le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé à son sous-traitant, ainsi qu'un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a lui même retenues en matière d'hygiène et de sécurité. Ce document pourra être son propre PPSPS. A partir de ce document, le sous-traitant établit son propre PPSPS. Le sous-traitant dispose de 30 (trente) jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire du marché pour établir son PPSPS. Ce délai est ramené à 8 (huit) jours pour les travaux du second œuvre lorsqu'il s'agit d'une opération de bâtiment ou pour les lots ou travaux accessoires dans le cas d'une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci n'entrent pas dans la prévision de la liste fixée à l'arrêté du 25 février 2003 (travaux comportant des risques particuliers).	Sous-traitants déclarés et agréés par le maître d'ouvrage	Article R. 4532-60

## **TRAVAILLEURS INDEPENDANTS**

*Les travailleurs indépendants sont soumis aux règles essentielles de sécurité applicables sur les chantiers suivant les dispositions issues de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.*

*Ces obligations sont précisées par les décrets 95-607 et 95-608 du 6 mai 1995 applicables depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1997.*

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
Les travailleurs indépendants sont soumis aux mêmes dispositions que les autres entreprises intervenantes sur le chantier. Ils ont donc obligation d'effectuer une visite d'inspection commune et établir leur PPSPS avant toute intervention sur le chantier.	Travailleurs indépendants	Article R. 4535-1 et 4535-2

## **TRAVAIL DISSIMULE**

D'une manière générale, selon la loi n° 97-210 du 11 mars 1997, toute entreprise mettant du personnel sur un chantier devra être en règle vis-à-vis du droit du travail et fournira :

- son immatriculation à l'URSSAF en produisant une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins d'un an ;
- son immatriculation au RCS en produisant un extrait K-bis ;
- une attestation sur l'honneur de bonne application des articles L. 3243-1, L. 3243-1, L. 3243-4, L.3231-8, L. 1221-10, L. 1221-13 et L. 1221-15, (respect du droit du travail) et L.8251-8, L.8252-1 et L.8252-2 (régularité de la situation des salariés de nationalité étrangère) du code du travail.

Les entreprises certifieront que le personnel qu'ils emploient sur le chantier est en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives à l'emploi de main d'œuvre.



## **PRET DE MAIN D'OEUVRE**

Le prêt de main d'œuvre entre entreprises est soumis aux conditions légales exprimées dans le Code du travail, notamment les articles L.1251-1 et suivants (travail temporaire), L.8231-1 et suivants (marchandage), L.1253-1 et suivants (groupement d'employeurs), L.1221 et suivants (déclaration préalable à l'embauche), et L.8221-1 et suivants (travail dissimulé).

Le prêt de main d'œuvre à but lucratif est exclusivement réservé aux entreprises de travail temporaire.

Entre entreprises, il est réservé à celles qui pour des conditions d'intempéries ou insuffisance d'activité, ne peuvent employer leur propre personnel et, de ce fait, le « prête » à des entreprises qui ne sont pas confrontées aux mêmes problèmes. Dans ce cas, l'entreprise prêteuse ne devra pas réaliser de profit sur cette opération. Seuls peuvent être facturés les salaires versés, les charges sociales afférentes, et les frais professionnels remboursés.

Le prêt de main d'œuvre doit faire l'objet d'un contrat, il comportera au minimum les éléments suivants :

- Nom, prénom, qualification, attestation médicale des employés prêtés.
- Heures de présence et emploi sur le chantier.
- L'identité du responsable de l'entreprise utilisatrice qui aura à gérer le personnel sur le site.

La non présentation de ce dossier obligera le coordonnateur SPS à demander au maître d'ouvrage l'interdiction de la prestation du personnel de l'entreprise prêteuse, ainsi qu'une diffusion de l'information vers l'inspection du travail.

## **RECENSEMENT DES ACCIDENTS DU TRAVAIL**

Chaque entreprise titulaire transmettra au coordonnateur SPS, en début de chaque mois, une fiche de recensement des accidents du travail en prenant en compte les travaux sous-traités.

## **Annexe(s)**

- Liste des lots, entreprises désignées par le maître de l'ouvrage
- Fiche numéros d'urgence
- Fiche de rappel sur les installations de chantier



**ANNEXE 1**

**LISTE DES LOTS ET/OU ENTREPRISES  
DESIGNES PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE**

- Liste des lots, entreprises désignées par le maître d'ouvrage

<i>Lots</i>	<i>Titulaire ou ST</i>	<i>Entreprises</i>	<i>Représentant</i>	<i>Téléphone Fax mail</i>
<b>LOT n°1 : DÉMOLITION / GROS OEUVRE / VRD</b>	T			
<b>LOT n°2 : COUVERTURE TUILES / ÉTANCHÉITÉ / ZINGUERIE</b>	T			
<b>LOT n°3 : MENUISERIES EXTÉRIEURES ALUMINIUM</b>	T			
<b>LOT n°4 : MENUISERIES INTÉRIEURES BOIS / CHARPENTE BOIS</b>	T			
<b>LOT n°5 : CLOISON / ISOLATION / DOUBLAGE</b>	T			
<b>LOT n°6 : ÉLECTRICITÉ / CHAUFFAGE</b>	T			
<b>LOT n°7 : PLOMBERIE / SANITAIRE / VENTILATION</b>	T			
<b>LOT n°8 : CHAPE</b>	T			
<b>LOT n°9 : SERRURERIE</b>	T			





# EN CAS D'ACCIDENT

APPELEZ LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL QUI APRÈS AVOIR EXAMINÉ  
LA VICTIME VOUS DEMANDERA D'APPELER LES SECOURS.

**TÉLÉPHONEZ AU :**

A partir d'un téléphone  
portable, composez le

**18**

POMPIERS OU

**15**

SAMU

**112**

OU AU :

... Et dites :

**1**

**ICI CHANTIER**

A (commune ou emboîssement)

N° RUE

EN FACE DE

TÉLÉPHONE

**2**

**PRÉCISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT**

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...

ET LA POSITION DU BLESSÉ : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...

ET S'IL Y A NÉCESSITÉ DE DÉGAGEMENT

**3**

**SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSÉS ET LEUR ÉTAT**

Par exemple : 3 ouvriers blessés dont 1 saigne beaucoup et 1 ne parle pas.

**4**

**DÉCRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE**

Par exemple : bouche à bouche, bosche à bosche avec massage cardiaque externe, etc.

**5**

**FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS**

Envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.

**6**

**NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER**

Faites répéter le message.

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL DE L'UNITÉ DE TRAVAIL

Une liste **à jour** mentionnant **les noms** des Sauveteurs  
Secouristes de Travail doit être affichée sur le chantier

Ceux-ci sont reconnaissables par le logo placé sur leur casque.



112

**TABLEAU RECAPITULATIF : INSTALLATIONS REGLEMENTAIRES SUR LES CHANTIERS DU BTP**

Installations d'accueil	Dispositions réglementaires de droit commun, chantiers durée ≥ à 4 mois, art. R. 4228-1 à 4228-37 du code du travail	Cas particuliers certains chantiers durée < à 4 mois, art. R. 4534-137 à R. 4534-151 du code du travail
<b>Vestiaire</b>	<p><b>Vestiaire et lavabos</b> installés dans un local spécial à proximité du passage des travailleurs (articles R. 4228-2, R. 4228-3, R. 4228-4 et R. 4228-5 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Éclairé ;</li> <li>- Chauffé en saison froide ;</li> <li>- Sol et parois facilement nettoyables ;</li> <li>- Aéré conformément aux articles R. 4222-4, à R. 4222-10, R. 4412-149 et R. 4412-150, R. 4222-11 à R. 4222-17, R. 4222-20 et R. 4222-21 du code du travail ;</li> <li>- Maintenu en état constant de propreté ;</li> <li>- Installations séparées si personnel mixte ;</li> <li>- Si vestiaire et lavabos dans locaux séparés, communication entre eux sans passer par l'extérieur ni par les lieux de travail et de stockage.</li> </ul> <p><b>Vestiaire</b> (article R. 4228-6 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sièges en nombre suffisant ;</li> <li>- Armoires individuelles : <ul style="list-style-type: none"> <li>- ininflammables ;</li> <li>- à double compartiment ;</li> </ul> </li> <li>- munies de serrure ou cadenas.</li> </ul>	<p>Local vestiaire (article R. 4534-139 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Éclairé ;</li> <li>- Convenablement aéré ;</li> <li>- Chauffé en saison froide ;</li> <li>- Équipé d'armoires individuelles (ou à défaut de patères si chantier exigü) ;</li> <li>- Nettoyé 1 fois par jour ;</li> <li>- Exempt de tout stockage de produits et matériaux ;</li> <li>- Muni de sièges en nombre suffisant.</li> </ul> <p>Si ces installations ne sont pas adaptées à la nature du chantier (ex. : chantier mobile), possibilité d'utiliser des véhicules de chantier aménagés permettant aux salariés de disposer de vestiaires, cabinets d'aisance et douches si possible (article R. 4534-140 du code du travail).</p> <p>(*) voir note de bas de page</p>
<b>Lavabos</b>	<p>Lavabos (article R. 4228-7 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 lavabo pour 10 travailleurs ;</li> <li>- Eau potable ;</li> <li>- Température réglable ;</li> <li>- Moyens de nettoyage ;</li> <li>- Moyens de séchage ou d'essuyage, changés ou entretenus chaque fois que nécessaire.</li> </ul>	<p>Lavabos ou rampes (article R. 4534-141 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 orifice pour 10 travailleurs ;</li> <li>- Eau potable ;</li> <li>- Si possible à température réglable ;</li> <li>- Moyens de nettoyage ;</li> <li>- Moyens de séchage ou d'essuyage appropriés, entretenus et changés chaque fois que nécessaire.</li> </ul>
<b>Douches</b>	<p>Obligatoires pour tous chantiers où s'effectuent des travaux insalubres ou salissants listés à l'annexe à l'arrêté du 23/07/1947 modifié (article R. 4228-8 du code du travail).</p> <p>Ex. : travaux au jet de sable, travaux exposant aux poussières d'amiante, au plomb, etc.</p>	
<b>Eau pour la boisson</b>	<p>Mise à disposition de 3 litres par jour et par travailleur d'eau potable et fraîche pour la boisson (articles R. 4534-143 et R. 4225-2 du code du travail)</p>	
<b>Cabinets d'aisance, urinoirs</b>	<p>Obligations identiques pour les 2 types de chantiers (articles R. 4228-10 à R. 4228-15 et R. 4534-144 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 cabinet et 1 urinoir pour 20 salariés ;</li> <li>- Chasse d'eau ;</li> <li>- Éclairage ;</li> <li>- Chauffage en saison froide ;</li> <li>- Sols et parois imperméables et facilement nettoyables ;</li> <li>- Portes pleines munies d'un loquet intérieur décondamnables de l'extérieur ;</li> <li>- Évacuation des effluents conformes aux règlements sanitaires ;</li> <li>- Absence de dégagement d'odeurs et aération conforme aux articles R. 4222-4 à R. 4222-10, R. 4412-149 et R. 4412-150, R. 4222-11 à R. 4222-17, R. 4222-20 et R. 4222-21 du code du travail ;</li> <li>- 1 cabinet au moins équipé d'un point d'eau ;</li> <li>- Papier hygiénique ;</li> <li>- Installations séparées en cas de personnel mixte.</li> </ul> <p>(*) voir note de bas de page</p>	
<b>Réfectoire</b>	<p><b>Si moins de 25 travailleurs</b> prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un emplacement de restauration présentant de bonnes conditions d'hygiène et sécurité, soit au minimum (articles R. 4228-22 à R. 4228-24 du code du travail et article R. 4534-142 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Tables + chaises</li> <li>- Réchaud</li> <li>- Garde-manger</li> <li>- Réfrigérateur si possible</li> <li>- Maintien en état constant de propreté.</li> </ul> <p><b>Si 25 travailleurs au moins</b> prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un local de restauration (articles R. 4228-22 à R. 4228-24 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Tables + chaises en nombre suffisant ;</li> <li>- Réchaud ;</li> <li>- Réfrigérateur ;</li> <li>- 1 robinet d'eau potable, fraîche et chaude pour 10 usagers ;</li> <li>- Nettoyage du local et des équipements après chaque repas.</li> </ul>	<p>Si des travailleurs prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un local spécial (article R. 4534-142 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Tables + chaises en nombre suffisant ;</li> <li>- Réchaud ;</li> <li>- Garde-manger ;</li> <li>- Réfrigérateur si possible ;</li> <li>- Maintien en état constant de propreté.</li> </ul> <p>(*) voir note de bas de page</p>
<b>Boîte de 1<sup>er</sup> secours</b>	<p>Les lieux de travail sont équipés d'un matériel de premiers secours adapté à la nature des risques et facilement accessible. Ce matériel doit faire l'objet d'une signalisation par panneaux conformes aux dispositions prévues par l'article R. 4224-24 du code du travail (articles R. 4224-14 et R. 4224-23 du code du travail).</p>	
<b>Secouriste</b>	<p>Dans chaque chantier occupant vingt personnes au moins pendant plus de quinze jours où sont effectués des travaux dangereux, un membre du personnel doit avoir reçu obligatoirement l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence (article R. 4224-15 du code du travail).</p>	

(\*) : pour les seuls chantiers dont la durée est inférieure à 4 mois : si la mise en place de ces installations est impossible en raison de la disposition des lieux le chef d'entreprise recherche à proximité du chantier un local ou emplacement présentant des conditions équivalentes (article R. 4534-145 du code du travail).